

ÉCOLE DE GUERRE

---



PROMOTION GENERAL GALLOIS

2016-2017

**DYNAMIQUES MULTINATIONALES DANS LA LUTTE CONTRE LE  
TERRORISME**

**Cas de la force mixte multinationale de la commission du bassin du lac  
Tchad contre Boko Haram.**

**Chef de Bataillon Djasrabé Samuel NDAKOR**

**(République du TCHAD)**

**Sous la direction de**

**LCL Olivier ENTRAYGUES**

## RESUME

« Il faut se rendre à l'évidence, au cœur de l'Afrique, au Nigéria, au Cameroun, au Tchad et au Niger une histoire singulière s'écrit d'encre et de salive mais surtout dans le sang et dans l'horreur » écrit Zachée BETCHE.<sup>1</sup> La secte islamiste Boko Haram ou Etat islamique en Afrique de l'Ouest après son allégeance à Daech s'est illustrée en mars 2015 dans la terreur et la violence à grande échelle dans le septentrion nigérian et dans les pays riverains du bassin du Lac Tchad.

Face à cette menace qui déstabilise la paix, la sécurité et l'équilibre socioéconomique de la région du Lac Tchad, les pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad et de la République du Bénin ont décidé de mutualiser leurs forces de Défense et de Sécurité dans une stratégie commune de lutte contre Boko Haram en créant la Force Mixte Multinationale. Elle a pour mission de créer un environnement sûr et sécurisé dans les régions affectées par les activités de Boko Haram et d'autres groupes terroristes et ainsi de réduire considérablement la violence de toute nature contre les civils, conformément au droit international, notamment le droit international humanitaire et la politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme.

Malgré les succès militaires louables engrangés sur le terrain par la FMM (Force mixte multinationale), la capacité de nuisance de Boko Haram reste d'actualité. La FMM gagnerait à être soutenue par une stratégie commune tant de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, que de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest en terme de recherche commune des solutions aux causes profondes de la crise. Leur action devraient se porter essentiellement sur les domaines de sécurité, de développement économique et de bonne gouvernance) afin d'établir une paix sociale pérenne.

Enfin, un soutien du conseil de Sécurité de l'ONU serait également nécessaire à la FMM dans sa mission.

---

<sup>1</sup> BETCHE Zachée, *Le phénomène Boko Haram, au-delà du radicalisme*, L'Harmattan, Paris, 2016, P229.

## **ABSTRACT**

“It is necessary obviously to go to the heart of Africa, in Nigeria, in Cameroon, in Chad and Niger a singular history is written of ink and of saliva but especially in blood and the horror” as written by Zachée BETCHE. The Islamist sect Boko Haram or Islamic State in West Africa after its allegiance with Daech in March the two-thousand-fifteen (2015) was illustrated in terror and violence on a large scale in northern Nigeria and the bordering countries of the Lake Chad basin’s.

Vis-à-vis this threat which destabilizes peace, the security and the socioeconomic balance of the area of the lake Chad basin’s, the member countries of the Lake Chad Basin Commission and the Republic of Benin decided to pool their defense forces and of security in a common strategy of fight against Boko Haram by creating the Multinational Mixed Force whose mission is to create a sure and secure environment in the areas affected by the activities of Boko Haram and other terrorist groups, in order to reduce considerably violence against civilians and other exactions, including sexual violence contrary to international law, in particular the human international law and the policy of the United Nations as regards human rights.

In spite of the creditable successes garnered on the military ground by the Multinational Joint Task Force, the capacity of Boko Haram nuisance remains of news. Multinational Joint Task Force should thus be constant by a strategy common of the Economic Community of the States of Central Africa and the Economic Community of the States of West Africa in the search for the solutions to the fundamental causes of the crisis by privileging the fields of security, development and democracy (good governance) for a lasting social peace. Finally the support by the United Nations Security Council would be necessary to Multinational Joint Task Force in its mission.

## SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE.....	07
PREMIERE PARTIE : HISTORIQUE DU CONFLIT BOKO HARAM.....	16
CHAPITRE I FACTEURS HISTORIQUES .....	16
SECTION I : LES POPULATIONS DU BASSIN DU LAC TCHAD.....	16
SECTION II : L'INSECURITE TRANSFRONTALIERE .....	17
SECTION III : LA NEBULEUSE BOKO HARAM.....	17
DEUXIEME PARTIE : LE CONTEXTE ACTUEL.....	20
CHAPITRE I : UN EMBRASEMENT REGIONAL DU BASSIN DU LAC TCHAD .....	20
SECTION I : DE LA RECRUESCENCE DES VIOLENCES.....	20
SECTION II : UN DRAME HUMANITAIRE ET SOCIOECONOMIQUE .. .....	23
SECTION III : DE LA GENESE DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE DE LA COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD (CBLT) .....	24
TROISIEME PARTIE : LE PARCOURS DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE DE LA CBLT.....	26
CHAPITRE I : REUSSITE, DEFIS ET PERSPECTIVES.....	26
SECTION I : REUSSITES DE LA FMM.....	26
SECTION II : DEFIS DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE.....	28
SECTION III : LES PERSPECTIVES DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE.....	30
CONCLUSION GENERALE .....	34
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	37

## INTRODUCTION GENERALE

La région du Lac Tchad a toujours connu des tumultes et des conflits liés à sa position géostratégique. Des luttes pour le contrôle des axes caravaniers et commerciaux entre le nord et le sud du Sahara aux résistances à la pénétration coloniale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle en passant par les guerres de conquêtes entre les différents royaumes ayant forgé cette histoire, cette région, à la jonction des cultures arabo-musulmanes et de l'Afrique subsaharienne, a toujours été prise en tenaille entre les différents protagonistes de l'heure. Et la première et principale victime de toute cette longue histoire a constamment été la population locale et riveraine du Lac Tchad.

C'est dans la logique de ce contexte historique qui le caractérise que le Lac Tchad continue aujourd'hui d'alimenter le débat autour d'un conflit d'un genre nouveau appelé terrorisme. Ce dernier est défini selon l'assemblée générale des Nations Unies comme des « actes criminels qui à des fins politiques ,conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans le public, un groupe de personnes ou chez des particuliers, sont injustifiables en toutes circonstances et quels qu'en soient les motifs de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, religieuse ou autre que l'on puisse invoquer pour les justifier. » Le terrorisme autour du Lac Tchad est créé par la secte islamiste Boko Haram qui a fait allégeance à Daech, groupe islamiste international qui sévit au Moyen-Orient.

En effet, Boko Haram est un mouvement terroriste fondé au début des années 2000 dans le nord-est du Nigéria à majorité musulmane. Son chef fondateur ; Mohamad Youssouf définit ainsi son mouvement; « l'éducation occidentale est un péché ».A sa mort en 2009, Aboubakar SHEKAU lui succéda. Son objectif stratégique fut la création d'un état islamique, c'est à dire d'un califat, dans le bassin du Lac Tchad à cheval entre les quatre pays riverains ;les Républiques du Tchad, du Cameroun, du Niger et la République Fédérale du Nigéria.

Après une première phase de conquête que les forces de sécurités nigérianes ne purent endiguer, ce mouvement connut son apogée en l'an deux-mille-quatorze avec l'établissement de son fief à Maiduguri, capitale de l'état de Borno au Nigéria. A partir de janvier 2015, le mouvement se heurta à l'offensive de l'armée nationale tchadienne sur plusieurs fronts, notamment au sud du Lac Tchad, au nord-est du Nigeria, à l'est du Niger et au sud-ouest du Cameroun. Il a été contraint de céder militairement sur le terrain en perdant ses positions stratégiques face aux succès de l'armée nationale tchadienne et des forces de défense et de

sécurité des autres pays riverains du Lac Tchad. Cependant ce mouvement demeure toujours une menace dans le bassin du lac Tchad en raison d'une certaine capacité de mobilisation idéologique. L'absence de soutien massif aux forces nationales, si ce n'est un soutien à Boko Haram a pu prospérer grâce aux incuries des différents gouvernements et aux pratiques très peu respectueuses des droits de l'homme de la part des différentes armées et forces de sécurité nationales.

Ce n'est qu'en raison de cette menace globale majeure que ces quatre pays aux intérêts globalement différents et ayant deux langues nationales différentes ont pour la première fois, mis sur pied en 2015 une force mixte multinationale. Il était absolument capital de rétablir la protection des populations de la région du lac Tchad.

A présent que les résultats obtenus par la FMM sont indéniables sur le terrain, il reste cependant à tirer des enseignements et à relever des défis pour assurer la paix et le développement économique et social. Ces derniers sont notamment d'ordre opérationnel, (procédures opérationnelles différentes entre armées), logistique, linguistiques, relatifs aux moyens de communication, ainsi qu'aux égoïsmes nationaux.

Ainsi, aux limites de cette force multinationale, il est impératif de combler ces difficultés par une réelle interopérabilité conférant une dynamique aux solutions holistiques quels qu'en soient les niveaux.

## II – Justification du choix du Sujet

A l'instar des États-Unis d'Amérique, première puissance militaire au monde, qui pour lutter contre le terrorisme sont obligés de coaliser leur force en Afghanistan ou en Iraq avec l'Organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN) et des pays tiers et partenaires tels que le Pakistan, l'Arabie Saoudite et le Qatar, les pays riverains du bassin du Lac Tchad ont tout intérêt à mutualiser leurs forces afin ne serait-ce que de minimiser les coûts.

### 1. Intérêt stratégique

Dans le cadre de la défense de la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale prônées par la loi fondamentale de tous les Etats du bassin du Lac Tchad, il apparait primordial et urgent de mettre un terme à l'ambition de Boko Haram qui est la création d'un Etat islamique à cheval entre les quatre pays. L'établissement d'une réelle coalition contre cet ennemi commun reste donc une évidence.

## 2. Intérêt Politique

La mutualisation et l'interopérabilité seraient de nature tout d'abord à niveler des apriori et rivalités exacerbés par la crise économique, les politiques individualistes de chaque gouvernement et les différences culturelles. Elle rendra également possible un accroissement de la coopération au niveau politique et diplomatique. Par ailleurs, elle est de nature à renforcer la conscience régionale tant des gouvernants que des peuples, mais également de faire naître une communauté de destin au niveau régional. Enfin, elle est de nature à resserrer les liens du Nigéria non seulement avec ses voisins francophones, mais aussi avec la France, en particulier dans le cadre de la coopération internationale face au terrorisme.

## 3. Intérêt économique

Boko Haram et la lutte contre ce mouvement ont impacté l'économie de la Commission du bassin du Lac Tchad en perturbant et en ralentissant les échanges commerciaux interétatiques, déjà mis à mal par la crise économique et le tarissement du lac. Plusieurs secteurs de l'économie dont ceux de l'agriculture vivrière, de l'élevage, du commerce et du tourisme sont au ralenti alors qu'ils constituent une part importante du produit national brut.

Il est vital tant pour les gouvernements que pour les populations que la sécurité soit à nouveau assurée dans cette région.

## 4. Intérêt social

Le Lac Tchad constitue l'une des mamelles nourricières des pays riverains. Malheureusement le terrorisme a fait tomber ce mythe et les populations frappées par la misère créée par ce conflit se laissent facilement endoctriner et enrôler dans les rangs de Boko Haram. L'insécurité récurrente a provoqué une psychose et une peur qui, conjuguées aux mesures de sécurité prises par le gouvernement, n'encouragent pas la population à se consacrer à ses activités quotidiennes telles la pêche et l'agriculture.

De plus les réfugiés et déplacés dans la zone constituent un défi humanitaire à relever.

Cette étude aura pour objectif de proposer une dynamique propre à relancer des activités gages de paix et de stabilité sociale. Et ce en initiant les conditions d'un développement économique durable propre à éradiquer une adhésion et un soutien majeur au terrorisme et à l'insurrection.

### III - Construction de la problématique

La définition des termes ainsi que l'analyse de certains points de vue des auteurs sur la nébuleuse Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et de ses conséquences pour les pays limitrophes constituent le fondement de notre recherche.

#### III. 1 - Cadre thématique

Le centre d'intérêt de ce thème est orienté sur le danger permanent et l'insécurité que représente le groupe état islamique en Afrique de l'Ouest dans son ensemble avec tous les effets néfastes pour les pays riverains du bassin du lac Tchad, mais aussi sur une analyse des efforts consentis par ces dits-pays ainsi que leurs alliés pour lutter contre ce mal. La définition de certains mots ou locutions clefs s'avère nécessaire pour cerner le fond de cette analyse.

##### a) La nébuleuse BOKO HARAM

La vaste région au confluent de trois pays est devenue un véritable "Sahelistan" qui, à partir du Nigeria, déborde sur le Niger, le Cameroun et une petite partie du Lac Tchad à travers la zone de peuplement Haoussa-Foulani-Kanouri.

Dans ces régions surpeuplées l'environnement géopolitique reste largement défavorable: au Nord, la Libye ne contrôle pas ses frontières méridionales, à l'Est le foyer du Darfour est toujours sous tension et au Sud, le Nigeria est soumis à une guerre civile ethno-religieuse<sup>2</sup>.

C'est dans ce contexte sécuritaire difficile que se nourrit Boko Haram, qui prône la désoccidentalisation culturelle et politique. Ce mouvement, doté d'un projet de société islamique, met en exécution un mode insurrectionnel. Le projet a été pensé pour durer et repose sur une idéologie, qui à l'origine s'était nourri des manquements du gouvernement fédéral du Nigeria en matière de redistribution équitable des richesses à toutes les populations...<sup>3</sup> Le mouvement a ensuite fait allégeance à l'organisation islamique Daech le 7 mars 2015, bénéficiant ainsi des réseaux criminels internationaux et a pris le nom d'« Etat islamique en Afrique de l'Ouest ».

---

<sup>2</sup> L'AFRIQUE REELLE - N° 47 - NOVEMBRE 2013, p. 6.

<sup>3</sup> KOUNGOU Léon, *Boko Haram parti pour durer*, Paris, L'HARMATTAN, 2016, p.13.

Il prit racine à travers les quatre pays riverains du lac Tchad en semant la terreur et la désolation avec pour objectif final la création d'un Etat islamique ; un califat avec pour capitale GWOZA, localité au Nord-est du Nigéria.

#### b) Le contexte de la CBLT

La CBLT, créée le 22 mai 1964, est composée de quatre pays riverains du lac Tchad : le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Ce nombre est passé à six pays depuis l'adhésion de la République Centrafricaine en 1996 et de la Libye en 2008. Le Soudan, l'Egypte, la République du Congo et la République Démocratique du Congo en sont membres observateurs.

Elle a compétence sur ce qui a été baptisé Bassin Conventionnel d'une superficie de 967 000 km<sup>2</sup> (sans la Libye), lequel comprend trois régions du Cameroun, deux régions du Niger, six (Etats fédérés) du Nigeria, trois régions de la RCA et l'ensemble du territoire du Tchad.

Face au tarissement du lac Tchad, cette région fait face à une véritable catastrophe humanitaire, comme a mis en garde la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en octobre an 2009<sup>4</sup>. Enfin, l'insécurité créée par Book Haram a fortement perturbé les échanges commerciaux et l'économie de la CBLT entraînant une chute drastique de croissance.

### III. 2 - Etat de la question

Au début des années 2000, les actions et les contestations de Boko Haram étaient fondées sur la revendication d'une justice sociale et une répartition équitable des ressources entre les populations dans les états fédérés du nord-est du Nigéria. Ce mouvement s'en prend au début aux symboles de l'Etat que sont la police et l'armée en épargnant les chrétiens. Ses ennemis étaient alors principalement les musulmans qui appliquaient mal la charia. Le tournant sera pris en juin 2009 avec un enchaînement de la violence suite à la répression tout-azimut débutant par le massacre par la police d'Etat de quinze membres de Boko Haram se rendant à l'enterrement d'un des leurs. La réponse de Boko Haram entraîna une nouvelle offensive des forces de sécurité faisant plus de 800 morts, sans compter l'exécution durant son incarcération du chef local Mohamed Youssouf. Le groupe prit alors une orientation résolument terroriste.

---

<sup>4</sup> [www.fao.org](http://www.fao.org), Rome, octobre 2009.

En effet, certains cadres s'étant réfugiés dans les pays voisins, ils sont entrés en contact avec la mouvance djihadiste internationale, de même que le mouvement devint clandestin.

En 2013 l'armée nigériane mena une opération d'envergure dans le nord-est du pays insurgé<sup>5</sup>, poussant les insurgés à s'infiltrer dans les pays voisins en conquérant des localités du Cameroun, du Niger et du Tchad qu'ils soumettent à la charia. Ce qui entraîna un désastre humanitaire en raison de l'entrée de tous ces Etats dans la lutte contre Boko Haram, d'abord individuellement, puis collectivement par la création de la FMM de la CBLT (qu'à rejoint le Benin). « On entend relativement peu parler des horreurs qui sont commises dans le Bassin du Lac Tchad alors que d'autres crises humanitaires ailleurs dans le monde accaparent l'attention internationale » se désole Stephen O'Brien, le chef du département des affaires humanitaires de l'ONU, appelant la communauté internationale à plus de solidarité envers les populations de cette région.

Pour Léon KOUNGOU, l'implantation de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad s'explique par un ancrage sociologique à travers le territoire de l'ancien empire Kanem Bornou qui constitue l'espace de vie kanouri.<sup>6</sup> A cela s'ajoutent la précarité de l'environnement socioéconomique et la misère extrême dans laquelle vivent les populations du lac Tchad qui sont ainsi exposées à la tentation du terrorisme.

Nous situerons cette étude dans la perspective d'analyse d'impacts des nouveaux dispositifs de lutte mis en place par la CBLT par rapport à la situation sécuritaire évolutive dans les pays riverains du bassin du lac Tchad et du Benin. L'insécurité ambiante véhiculée par la nébuleuse terroriste Boko Haram est en passe d'être éradiquée, mais change de visage et de modes opératoires. Ce qui rend plus complexes les solutions non seulement militaires mais également la mise en place du triptyque développement, sécurité et démocratie. Ainsi, malgré l'opérationnalisation de la force mixte multinationale de la CBLT et du Benin, « il faut lever l'obstacle de barrière de souveraineté sur lequel se heurte l'action des Etats face à des dynamiques pourtant transfrontalières »<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Information.tv5monde.com.

<sup>6</sup> KOUNGOU, *op. cit.*, p.13.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p.154.

#### IV - Question de recherche

Boko Haram allie leurres, attaques frontales, et opération de contournement, voire d'occupation provisoire de territoires ; d'où un effet de surprise sur le terrain militaire avec un accroissement de puissance dans l'échelle de cruauté comme l'illustrent des attaques kamikazes récurrentes, bien entendu au Nigéria, mais également à Ndjamena (Tchad), dans la localité de Fotokol (extrême nord du Cameroun)<sup>8</sup>, etc. Le danger étant ainsi porté au cœur de d'un environnement vital, la menace de Boko Haram est devenue ces dernières années l'une des préoccupations majeures ayant conduit à une augmentation des dépenses des Forces de Défense et de Sécurité pour éviter au bassin du lac Tchad de tomber sous la coupe du terrorisme. Mais derrière cette menace se cachent d'autres activités connexes tels que des trafics de toute nature ; drogues, armes, êtres humains, ainsi que des intérêts de positionnements géostratégiques. Lesquels, en plus de la mobilisation régionale, a entraîné l'implication et la participation de la communauté internationale dans cette lutte.

Les efforts conjugués des pays riverains du lac Tchad et du Bénin, ainsi que de puissances extérieures ont permis de mettre un frein aux ardeurs indépendantistes et religieuses du projet de création d'un Etat islamique dans la région. Cependant, malgré cette mobilisation, Boko Haram demeure toujours une réelle menace dans la sous région. Cette situation appelle en conséquence une réadaptation des outils de défense des pays de la région pour des réponses adéquates face à un ennemi qui ne cesse de réinventer des modes opératoires sapant le développement socioéconomique dans le bassin du lac Tchad.

#### V - Hypothèse de recherche

Le postulat de recherche se repose d'une part sur les dangers et les menaces représentés par Boko Haram et d'autre part sur l'analyse des moyens adéquats nécessaires à l'établissement d'un climat de sécurité et de confiance pérenne, favorable au développement socio économique. Ce principe part d'une hypothèse qui se subdivise en deux sous hypothèses.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 81.

## Hypothèse

Toute guerre constituant un frein aux satisfactions des besoins basiques de la population et mettant en danger les cohésions nationales il est donc une priorité pour les pays de la CBLT et du Benin de mettre fin à ce conflit. Le but étant ainsi pour les pays riverains du lac Tchad et le Benin d'éradiquer à court terme Boko Haram mais également les activités parallèles que constituent les trafics illégaux et de jeter les fondements d'un développement durable, il est possible d'aborder la résolution globale du problème sous les deux angles suivants.

- a) renforcement de la lutte armée par une meilleure coordination, interopérabilité et mutualisation au sein de la FMM.
- b) création, grâce à une aide internationale accrue, des bases d'un développement économique permettant d'éradiquer les conditions favorables à la mouvance Boko Haram.

## VI. Méthodologie de recherche et techniques de collecte de données

Afin de mieux cerner ces deux axes d'effort et d'apporter des réponses appropriées, il est nécessaire d'utiliser les méthodes d'analyses ci-dessous.

### VI.1 - Les méthodes d'analyse

Toute étude est soumise à une méthode d'analyse qui est de justifier le choix des hypothèses avant toute conclusion qui en découle. Ainsi, dans la conduite de notre étude, les méthodes d'analyse retenues sont l'état des lieux et la prospective.

#### a) L'état des lieux

Il s'agit ici de faire une analyse, un constat de la genèse de la menace dans le bassin du Lac Tchad et ses conséquences socioéconomiques. L'exploitation des faits constatés sur le terrain permettra de mesurer l'ancrage de Boko Haram dans la région, sa perception par les populations concernées et les risques auxquels sont exposés les pays riverains, ainsi que le Benin. Ceci permettra d'appréhender les mesures à prendre face à la menace.

## b) La prospective

« La prospective a pour but de préparer l'avenir retenu comme objectif ».<sup>9</sup> Ainsi, par l'analyse prospective des termes et des variables de notre sujet, l'approche sera l'étude de l'ampleur de la menace Boko Haram et de déterminer les faiblesses et les limites de la FMM empêchant l'éradication du terrorisme. Cette analyse permettra aussi de mettre en exergue les choix à faire par les pays de la CBLT pour assurer collectivement leur sécurité. Elle mettra en évidence les marges de manœuvre dont dispose la FMM dans un contexte géostratégique complexe dominé par des blocages d'ordre institutionnel et politique et l'obstacle des barrières de souveraineté nationale. Enfin, elle présentera un certain nombre de mesures à prendre dans le cadre de la lutte contre Boko Haram.

### VI.2 - Les techniques d'investigations

Dans le souci d'apporter une réponse à la question de recherche et de vérifier la conformité des hypothèses avancées par rapport aux récentes évolutions de la situation sécuritaire, il sera procédé à une recherche documentaire.

#### a) La recherche documentaire

Elle s'inspirera des études menées sur le sujet, ainsi que sur les publications, articles, études ou rapports officiels rendus publics dans le cadre des solutions apportées à la lutte contre le terrorisme. Toutefois, les difficultés d'accès à une documentation classifiée limitent cette recherche. Néanmoins, elle a pu être enrichie de documents propres à la FMM.

### VI - Structure de la recherche

Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, ont conforté le monde sur le fait que le terrorisme islamiste a pris une nouvelle dimension. Les pays du Bassin du Lac Tchad, moins armés contre ce fléau ont également payé un lourd tribut dans ce domaine. Les forces de défense et de sécurité de ces pays ne sont ni préparées, ni entraînées, ni équipées à affronter ce conflit d'un type nouveau. Face à ce défi, les pays membres de la CBLT et le Benin ont créé la FMM censée mutualiser leurs moyens.

---

<sup>9</sup> GODET Michel, *Crise de la prévision, essor de la prospective exemples et méthodes*, Paris, PUF, p. 51.

Cette analyse exposera dans un premier temps les facteurs ayant contribué à la naissance et au développement de Boko Haram (Première Partie). Elle fera ensuite un état de la situation actuelle (Deuxième Partie). Enfin, elle proposera des solutions à même d'accélérer l'éradication de ce mouvement terroriste et insurrectionnel (Troisième Partie).

## **PREMIERE PARTIE**

### **HISTORIQUE DU CONFLIT BOKO HARAM**

#### **CHAPITRE I FACTEURS HISTORIQUES**

##### **SECTION I : LES POPULATIONS DU BASSIN DU LAC TCHAD**

La population du bassin du Lac Tchad, principal vecteur et acteur, bourreau et victime constitue le noyau de ce conflit insurrectionnel créé par l'"Etat islamique en Afrique de l'Ouest" ou Boko Haram. C'est une population caractérisée par une diversité ethnique, culturelle et religieuse qui constitue pour elle une richesse mais également un handicap à son développement. « Dans les dernières décennies, les populations du bassin ont été menacées par le rétrécissement drastique de la superficie du lac, la sécheresse, la désertification, le changement climatique et la surexploitation des ressources naturelles. Ces phénomènes qui ont des causes à la fois naturelles et humaines les ont relativement appauvries à moyen terme et ont menacé l'environnement du bassin dans son ensemble. Ils ont par ailleurs entraîné ou exacerbé les conflits sociaux quant à l'accès, l'utilisation et le partage des ressources naturelles du bassin. Les actions menées par les Etats riverains du bassin du lac et par la CBLT, notamment à travers les programmes et projets d'envergure, ainsi que celles entreprises par les différentes organisations socio-économiques et la société civile, ont (...) grandement réduit et tempéré ces conflits sociaux en direction d'une paix sociale en voie de renforcement »<sup>10</sup>.

Ces facteurs naturels et humains ont donc fragilisé autant les rapports entre les populations riveraines dans un cadre national que la paix ou du moins l'insécurité transfrontalière. Cette insécurité dans l'ensemble de la zone a été accentuée par la montée en puissance de Boko Haram.

---

<sup>10</sup><http://www.cblt.org/fr/population;>

## SECTION II : L'INSECURITE TRANSFRONTALIERE

Pour mieux cerner le problème de l'insécurité créée par Boko Haram, il est nécessaire de faire une rétrospective sur la globalité de l'insécurité transfrontalière dans le bassin du Lac Tchad, favorisée par la porosité des frontières. Faisant référence aux termes de razzia, puis banditisme rural, zaraguinas, coupeurs de routes, ce phénomène aux noms multiples a survécu malgré la répression militaire, policière et judiciaire de la part des autorités gouvernementales. Ce fut en particulier le cas du Tchad lors de la guerre civile 1979 ou du Nigéria qui lors de la guerre du Biafra se devait de se concentrer dans sa partie Sud.

Par ailleurs, l'introduction des armes à feu a transformé le phénomène dans ses capacités d'organisation de l'insécurité. Les revendications sociopolitique et militaire des années 1990 sur fond de tensions ethniques et de rebellions armées ont instillé la violence et répandu la criminalité dans le bassin du lac Tchad. Ainsi, il est souvent courant que les forces de l'ordre fassent face à un adversaire bien armé et déterminé à défendre ses intérêts face à la lutte (non coordonnée au sein des nations impliquées) contre le banditisme transfrontalier. La capacité en terme de puissance de feu et de résistance de ces "brigands" a cru drastiquement en raison des bénéfices engendrés par tous les trafics, mais aussi en raison de la prolifération des armes de guerre en circulation dans cette zone (dissémination des armes des rébellions touareg, de celles des années 1990 au Tchad, rendu possibles par la déstabilisation de la Libye, etc.).

## SECTION III : LA NEBULEUSE BOKO HARAM, UNE MENACE MAJEURE

« Boko Haram est devenue une menace majeure pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, et maintenant pour l'Afrique Centrale (...). Ses liens avec AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique) et autres organisations terroristes ont été établis » affirmait François Hollande le 17 mai 2014, lors du sommet de Paris sur Boko Haram. Cette secte islamiste réclame une purification de la religion musulmane soi-disant corrompue par les valeurs culturelles occidentales. A l'image des mouvements islamistes intégristes, Boko Haram « se saisit de la bannière de l'Islam pour exprimer ses protestations, notamment en terme d'injustice sociale, étant entendu que la charia serait censée remédier à cette injustice sociale»<sup>11</sup>. C'est en septembre 2003, que ses membres ont eu recours à la violence pour la première fois en

---

<sup>11</sup> PEROUSE De MONTCLOS Marc-Antoine, entretien accordé à l'auteur le 25 mars 2013

attaquant des postes de police et des bâtiments publics dans l'état de Yobé, en signe de contestation de l'ordre politique établi. La véritable rupture eut lieu en juin 2009, lorsque les forces de sécurité ouvrirent le feu sur les membres de Boko Haram qui défilaient au sein d'un cortège funèbre. Mohammed Youssouf demanda justice, mais le gouverneur de l'Etat de Borno décida au contraire de procéder à une grande répression policière contre le mouvement. Selon le Congrès américain, 700 morts résultèrent en juillet 2009 de cette répression.

La réaction de Boko Haram fut immédiate, ses membres lancèrent une série de raids meurtriers contre les symboles du pouvoir politique. Mohammed Youssouf fut arrêté, torturé et exécuté illégalement par les forces de sécurité durant sa garde en vue<sup>12</sup>. De dimension asymétrique, le conflit mené par Boko Haram vise les institutions gouvernementales et leurs représentants et dans certains cas la population civile. Son action n'est pas délimitée au seul territoire nigérian mais touche de plus en plus les pays voisins.<sup>13</sup> Pour le Président de la République Fédérale du Nigéria de l'époque, Jonathan Goodluck, Boko Haram est « un cancer » qui grossit et veut « tuer » le Nigéria.<sup>14</sup>

En effet, selon une étude du Congrès américain, le Nigéria aurait cédé début 2015 entre 40 et 70% du territoire de l'état de Borno, ainsi que de larges parts de territoire des états voisins de Yobé et d'Adamawa aux insurgés de Boko Haram.

Rien qu'en 2013, Boko Haram occupait la 3<sup>e</sup> place en terme de létalité durant les attaques, soit après les Talibans, Daech et al-Qaïda en Irak, mais bien avant les Chebaab (Somalie), le Front al Nostra (Syrie), AQPA (al-Qaïda dans la Péninsule arabique), etc.

Selon les estimations, le mouvement, lequel comprendrait vers 2015 et selon différentes sources concordantes au moins 4000 à 6000 combattants réguliers, sans compter leurs soutiens, a depuis 1999, tué plus de 24 000 Nigériens (auxquels il convient de rajouter les autres nationalités, les blessés et autres victimes de tout ordre). Le mode opératoire inclus des assassinats directs, des attentats suicides (dont par des enfants), des voitures piégées, des tirs

---

<sup>12</sup> « Nigeria row over militant killing », BBC News, 31 juillet 2009.

<sup>13</sup> Jacques BAUD et Christine LORIN DE GRANDMAISON, La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur, Paris, édition du Rocher, 2003.

<sup>14</sup> « Nigeria : Boko Haram est « un cancer » estime le Président Goodluck Jonathan », Jeune Afrique 31 décembre 2011.

aveugles de mortiers, des explosions par engins improvisés, etc. L'année 2015 elle seule a fait plus de 6 100 morts. Certes, les objectifs internationaux, comme par exemple l'attaque visant le 24 août 2011 l'immeuble de l'ONU à Abuja, ont été rares.

Par ailleurs, les agissements de ce mouvement insurrectionnel a généré plus de 2,6 millions de réfugiés et de déplacés, de prises en otage de centaines d'adultes et d'enfants (dont les 300 écolières de Chibok), a occasionné la libération de plusieurs centaines de prisonniers, dont certains dangereux.

Enfin, Boko Haram est responsable en grande partie de l'état d'urgence humanitaire dans lequel est plongée la région.

Il reste également à signaler que Boko Haram reste difficile à éradiquer par le seul fait que son organisation n'est pas monolithique et qu'elle dispose d'une grande facilité d'adaptation.

## DEUXIEME PARTIE

### LE CONTEXTE ACTUEL

#### CHAPITRE I : UN EMBRASEMENT REGIONAL DU BASSIN DU LAC TCHAD

##### SECTION I : DE LA RECRUESCENCE DES VIOLENCES

Après la mort de Mohammed Youssouf, Abubakar Shekau prend la tête du mouvement et diversifie les modes d'action. En effet, il fait accroître son arsenal grâce aux attaques et aux pillages des postes de police et des casernes militaires. Eric Denécé, directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement, affirme notamment que Boko Haram est certainement en possession de grandes quantités de substances chimiques et de matériels pouvant servir à la fabrication de bombes.<sup>15</sup>

Forte d'environ 30 000 personnes (y compris les supporters) à ses débuts selon un rapport d'Eric Denécé de septembre 2011<sup>16</sup>, le succès de Boko Haram s'explique par le fait qu'il se nourrit de la crise économique et sociale dans laquelle est plongé le Nigeria. Ainsi, Boko Haram attire tout d'abord de jeunes musulmans du nord-est, dont certains s'estiment frustrés par les disparités dans l'application de la loi (incluant la charia), mais également par le manque de développement, d'emplois et d'investissements dans cette partie du pays. Ils sont rejoints par des miséreux qui trouvent dans ses rangs un refuge spirituel et une communauté d'entraide sociale, si ce n'est de se sentir exister. Certains qui rejoignent ses rangs sont simplement motivés par l'appât du gain. Enfin, s'ajoutent à ses rangs les "almajirai", de jeunes enfants qui viennent des campagnes étudier le Coran auprès des théologiens de la secte. Il reste cependant à signaler qu'un certain nombre de combattants sont enrôlés de force et maintenus sous les armes par la contrainte.

---

<sup>15</sup> DENECE Eric, « Nigeria : accroissement et internationalisation des actions terroristes du Bokoharam », note d'actualité N° 25, septembre 2011, p.10.

<sup>16</sup>DENECE ,(septembre 2011), *op.cit*, p. 4.

La classe moyenne, également souvent victime du chômage et du manque de perspectives socioéconomiques satisfaisantes, est encline à adopter une attitude neutre, si ce n'est pas à considérer le mouvement avec une attitude bienveillante.

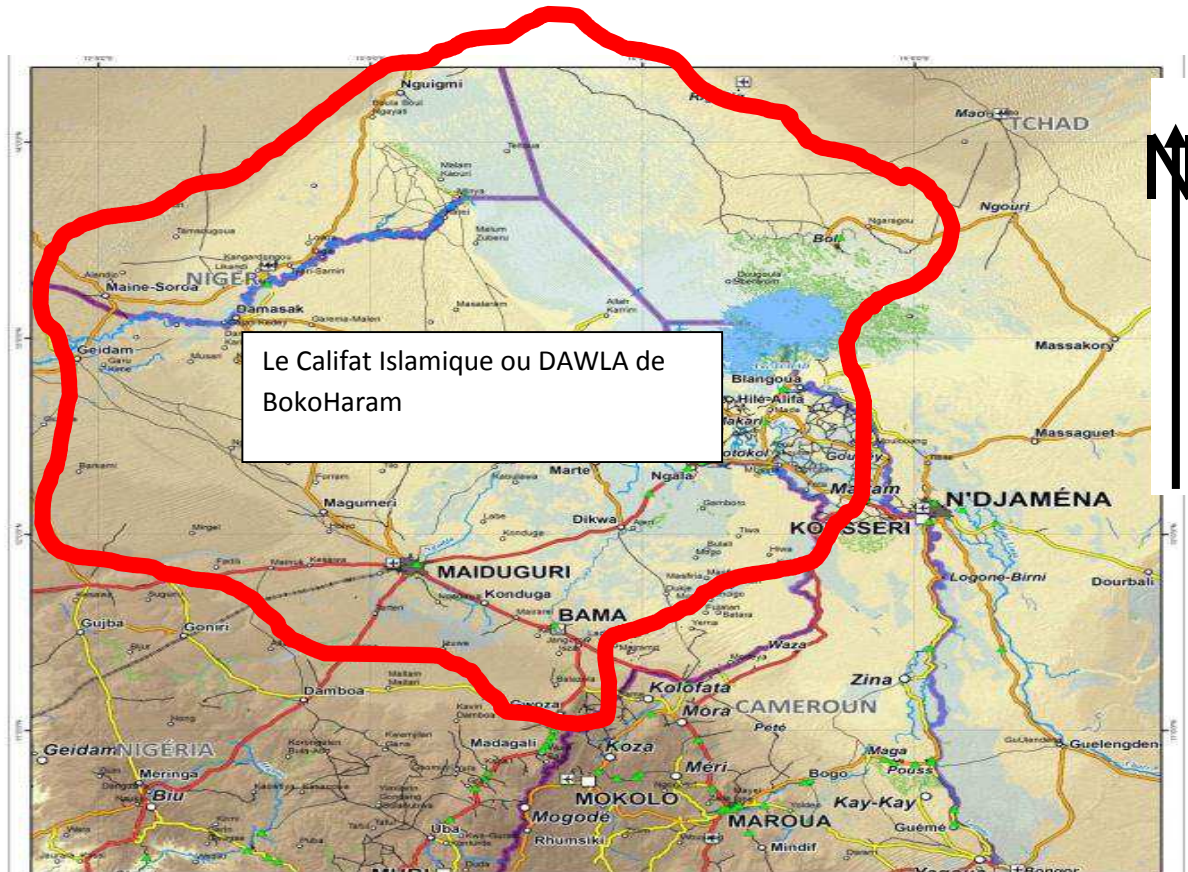
D'une manière générale, la corruption endémique et le mauvais comportement des forces de sécurité, peu respectueuses des droits de l'homme, font qu'une partie non négligeable de la population du Bassin du Lac Tchad non seulement collabore peu avec les autorités, mais également se montre favorable à un changement politique en ayant comme argument que la situation ne serait pas forcément pire avec des territoires gérés par l'insurrection.

Ainsi, pourvue en hommes et en armes, mais également avec une attitude plus ou moins neutre d'une frange de la population, si ce n'est un soutien minimal de sa part, Boko Haram s'est lancé dans une conquête expansionniste à travers les quatre pays riverains du bassin du Lac Tchad. Son objectif affiché depuis quelques années étant la création d'un Etat islamique, illustré par la carte ci-dessous ; *Etablir un califat (Province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest) dans le Nord-est du Nigeria et les pays voisins: NIGER, TCHAD, et CAMEROUN*. Selon l'état-major de la FMM, recoupé par des sources occidentales, sans compter que Boko Haram ne s'en cache pas, l'objectif étant d'établir ce califat dans l'ensemble de la sous-région.


Afin d'y parvenir, il préconise comme modus-operandi, au moins dans un premier temps, l'emploi de la terreur. Celle-ci se constate par des attaques généralisées et d'envergure avec des capacités énormes, en particulier au regard des capacités des forces nationales dans cette région. L'utilisation d'armes lourdes, d'armes à tir courbe (mortiers, tubes d'artillerie, roquettes), d'armes anti aériennes (utilisation efficace en tir tendu) et de quelques blindés issus du "butin de guerre", outre l'effet sur le terrain, a créé un choc psychologique dans l'ensemble du Bassin du Lac Tchad et ses quatre pays riverains. Sans compter l'emploi d'engins explosifs improvisés (EEI/IED) dont les insurgés font grand usage. L'effet sur les cibles est atteint, qu'il s'agisse de la population civile (sans distinction d'appartenance religieuse ; musulmans, chrétiens et animistes) que des forces de sécurité et de défense.

Or, en exerçant une telle terreur, à l'issue des premiers instants de panique, les populations dans et en limite des zones de combat devraient logiquement se coaliser contre la rébellion et faire preuve d'une attitude bienveillante vis à vis des forces de sécurité nationales. Ce qui n'est la plupart du temps pas le cas.

L'explication est à rechercher auprès de plusieurs facteurs, dont celui, pas des moindres, constitué par une absence de confiance envers ces forces chargées d'assurer la sécurité des citoyens ainsi que la souveraineté nationale. Celles-ci, particulièrement au Nigéria, n'ont brillé ni par leur courage, ni par leur réactivité, ni par leur compétence, ni par leur équipement et bien entendu par le respect des droits de l'homme.



Légende :

 : Frontières du Califat islamique de BokoHaram, le DAWLA

## SECTION II : UN DRAME HUMANITAIRE ET SOCIOECONOMIQUE

Ci-dessous images des populations déplacées et réfugiées du Bassin du Lac Tchad



Le conflit insurrectionnel induit par Boko Haram / Etat islamique en Afrique de l'Ouest /Jama'atu Alhis-sunnah Lidda'awatiWal Jihad qui se traduit par « les disciples du Prophète pour la propagation de l'Islam et la guerre sainte »<sup>17</sup> a fait plus de deux-million-quatre-cent-milles (2,4millions) réfugiés et déplacés dans le bassin du Lac Tchad. Ce qui pose un problème de logement pour ces gens en situation de détresse, dormant dans des abris précaires ou de fortune et parfois même à ciel ouvert, bravant le froid, la pluie et les moustiques dont est infesté le lac Tchad. Il est à remarquer que les femmes, les enfants et les vieillards représentent les premières victimes de ce désastre. Les populations sont chassées des villages qui sont pillés de leurs bétails, récoltes et ensuite systématiquement brûlés. Les cultivateurs sont égorgés dans leurs champs, ainsi que les pêcheurs surpris au moment où ils rentrent avec leur prise. Par ailleurs, les axes commerciaux sont bloqués, les gens restent terrés chez eux et l'ensemble des activités économiques des Etats riverains tourne au ralenti.

Face à ce désastre socioéconomique ayant de fait entraîné une réelle catastrophe humanitaire, mais également en raison des menaces touchant l'intégrité territoriale des Etats membres de la

---

<sup>17</sup> ONUOHA Freedom, « BokoHaram : Nigeria's extremist Islamic sect », *Al Jazeera Centre for studies report*, 29 février 2012, p. 2.

commission du Bassin du Lac Tchad et du Benin, il s'est avéré nécessaire de créer une force pour non seulement contrer les actions de Boko Haram, mais également de le mettre hors d'état de nuire. L'objectif étant de ramener afin la paix et une relative quiétude indispensables à la reprise des activités socioéconomiques. Parmi les 2,4 millions de personnes déplacées, dont la plupart des enfants, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien souligne qu'au cours de sa dernière mission au Nigéria et au Niger, il avait constaté que 80% des personnes déplacées sont toujours accueillies par des communautés locales, « parmi les plus pauvres au monde ». Il s'agit d'une des crises humanitaires actuelles les plus graves, comme l'a alerté le Secrétaire général adjoint. Ce dernier souligna que le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le bassin est passé de 3 millions il y a un an à 7,1 millions aujourd'hui, et ce en dépit des efforts de l'ONU et de ses partenaires<sup>18</sup>. Il a insisté sur le fait que cette crise humanitaire, aggravée par une insécurité alimentaire grave, constitue aujourd'hui une des plus grandes crises humanitaires au monde. C'est dans ce contexte d'insécurité transfrontalière et alimentaire dans le bassin du Lac Tchad qu'est née la Force Mixte Multinationale (FMM) de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT).

### SECTION III : DE LA GENESE DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE DE LA COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD

Créée le 20 janvier 2015 à Niamey au Niger, lors d'une session des ministres des affaires étrangères et de la Défense de la Commission du Bassin du Lac Tchad et de la République du Benin, puis entérinée le 31 janvier suivant par les chefs d'Etat de l'Union Africaine, la Force Mixte Multinationale est désormais opérationnelle. La mission (tirée du concept des opérations) qui a été assignée à cette Force est de « créer un environnement sûr et sécurisé dans les régions affectées par les activités de Boko Haram et d'autres groupes terroristes, afin de réduire considérablement la violence contre les civils et d'autres exactions, y compris la violence sexuelle et sexiste, conformément au droit international, notamment le droit international humanitaire et la politique de diligence voulue des Nations unies en matière de droits de l'homme ».

---

<sup>18</sup>Bulletin 500 du 15.01.2017, [sentinelle-droit-international.fr](http://sentinelle-droit-international.fr) ;

Cependant, sa mise en place effective s'est étalée sur plusieurs mois en raison du budget à mettre en place et de la définition de son organisation ainsi que de la stratégie d'intervention (définition des zones territoriales et des moyens et modalités d'intervention). Le sommet des chefs d'Etat et du gouvernement des pays membres de la commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et de la République du Bénin organisé à Abuja le 11 juin 2015 a marqué un tournant décisif dans l'engagement des leaders des pays concernés à mener ensemble avec détermination et méthode la lutte contre l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest. Les décisions prises par les chefs d'Etat concernaient notamment le déploiement immédiat de l'état-major de la FMM à Ndjamena, ainsi que le déploiement des contingents nationaux avant le 30 juillet 2015. Ainsi, la détermination à en découdre avec cette force du mal que représente Boko Haram a été réaffirmée. Il peut à cet égard être citée la phrase du Président de la République du Cameroun Paul Biya ; « à la menace globale, une riposte globale »<sup>19</sup>.

Cependant, l'opérationnalisation de la Force mixte Multinationale n'a été formalisée que le 16 octobre 2015 par la signature à Addis-Abeba de l'accord prévu entre l'Union Africaine et la CBLT. L'effectif réel de la force a été fixée à onze-mille-cent-cinquante (11150) hommes répartis entre les cinq pays composant la FMM. Ainsi, le Nigeria déploie trois-mille-sept-cent-cinquante (3750) militaires, le Tchad trois-milles (3000), le Cameroun deux-mille-six-cent-cinquante (2650), le Niger mille (1000) et le Bénin sept-cent-cinquante (750).

A présent que cette force a été constituée et rendue opérationnelle depuis plus d'un an et demi, il est intéressant d'effectuer un point sur les réalisations, les difficultés et les perspectives de cette jeune Force Mixte Multinationale de la CBLT.

---

<sup>19</sup>Bulletin 455 du 06.12.2015, sentinelle-droit-international.fr ;

## TROISIEME PARTIE

### LE PARCOURS DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE DE LA CBLT

#### CHAPITRE I : REUSSITE, DEFIS ET PERSPECTIVES

##### SECTION I : REUSSITES DE LA FMM

Alliant désinformation et emploi de leurres, attaques frontales et opérations de contournement, voire d'occupation provisoire des territoires, Boko Haram a su utiliser l'effet de surprise sur le terrain militaire tout en franchissant un pallier supplémentaire dans l'échelle de cruauté, comme l'illustrent les attaques kamikazes récurrentes à Ndjama et dans la localité de Fotokol (extrême Nord du Cameroun)<sup>20</sup>. Mais, depuis 2015 ses insurgés se sont heurtés à la coalition des forces de la FMM.

Dès janvier de cette année, Boko Haram a dû faire face à l'entrée en guerre des troupes tchadienne, nigérienne et camerounaise. Cette simultanéité des attaques face à un adversaire résolu et nombreux lui a fait perdre des batailles, notamment pour le contrôle d'agglomérations. Il a également dû céder une partie des terrains conquis en brousse. Par ailleurs, la plupart de ses couloirs de ravitaillements traditionnels en armements et utilisés pour d'autres trafics clandestins en provenance de la Libye, via le Tchad ou la Centrafrique ou encore la partie septentrionale du Cameroun ont été coupés. Ainsi, dès son opérationnalisation, la Force Mixte Multinationale a obtenu des résultats que les seules forces de défense et de sécurité nationales des différents pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad engagés dans la lutte contre Boko Haram n'ont pu obtenir.

Il peut également être noté que grâce à des actions bilatérales nigéro-tchadiennes des succès ont été obtenus sur le terrain, mais qu'une fois les troupes de ces deux pays se sont retirées des territoires expurgés d'éléments de la rébellion, Boko Haram les a réoccupés.

En revanche, depuis que la FMM s'est déployée dans les zones de responsabilité qui lui étaient dédiées dans le cadre de la mission, les zones conquises ont réellement été occupées et non reprises par la rébellion. En effet, la Force Multinationale Mixte a mené plusieurs

---

<sup>20</sup> KOUNGOU Léon, *op.cit.*, p. 81.

opérations pour réduire les activités de Boko Haram avec des degrés variables de succès. Actuellement, les troupes de la FMM, renforcées par diverses opérations (nationales/bilatérales) ont détruit ou repoussé les terroristes de Boko Haram dans la région du lac Tchad. Ils n'y disposent plus de leur capacité habituelle de terreur généralisée et simultanée en raison de cette diminution capacitaire. Leur puissance de combat s'est de facto fortement dégradée. Dans un désespoir de réapprovisionnement logistique, ils sont, selon la l'état-major de la FMM, toutefois encore en mesure, de causer des ravages dans les communautés aux alentours du Lac Tchad et de la rivière Komadougou (entre le Niger et le Nigéria).

L'opération Gama Aiki, la première lancée en juin 2016 conjointement dans les différents secteurs de responsabilité de la Force Mixte Multinationale à travers les quatre pays riverains du Bassin du Lac Tchad, a été confiée au commandement de l'état-major de Ndjamena. L'attaque de Bosso par Boko Haram le 03 juin 2016, faisant une trentaine de morts au sein des forces nigériennes, a précipité le déclenchement de cette opération, effectivement planifiée en amont. Cette offensive de la Force Mixte Multinationale s'est déroulée sur trois axes.

L'objectif de la FMM dans la région a été de sécuriser par les militaires nigériens et tchadiens la zone de la frontière entre le Nigeria et le Niger, matérialisée par la rivière Komadougou. L'armée nigérienne reçut pour mission de progresser dans le nord-est de l'État de Borno, vers le sud-ouest du lac Tchad. Cette opération dénommée "Lafiya Dole", lancée simultanément à l'opération "Gama Aiki" de la FMM, avait pour objectif de détruire les bases de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et de l'empêcher d'en créer de nouvelles.

De même, progressant en territoire nigérian, via le village de Kamouna, une offensive camerounaise (Opération Alpha) visait à s'emparer de la base de Boko Haram située près de Saguir, ainsi qu'à réduire son influence autour du lac Tchad.

"Gama Aiki" fut un succès indéniable pour la Force Mixte Multinationale. Cependant, pour le Sous-secrétaire général aux affaires politiques de l'organisation des Nations Unies (ONU), Taye-Brook Zerihoun ; « Malgré les louables efforts militaires de la région contre Boko Haram (...), Boko Haram conserve la capacité de mener des attaques »<sup>21</sup>. Ainsi, en

---

<sup>21</sup>Bulletin 500 du 15.01.2017, sentinelle-droit-international.fr.

dépit de cette action majeure et victorieuse de la FMM, il reste encore de nombreux défis à relever.

## SECTION II : DEFIS DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE

Les effets positifs générés par cette unicité de commandement, par un nombre plus élevé de combattants déployés sur le terrain, ainsi que par les possibilités de manœuvre commune sont indéniables. Cependant, malgré ses premiers succès, la FMM souffre de lacunes engendrées par les différences des procédures opérationnelles entre les armées, par des problèmes linguistiques, par la faiblesse des moyens d'alerte tactiques et de communication, ainsi que par le manque de représentation de certaines fonctions opérationnelles particulièrement utiles dans le cadre de la contre-insurrection et du contre-terrorisme. Enfin, il peut également être signalé comme constituant un frein aux succès militaires des problèmes récurrents d'intégrité, mais aussi le non dépassement des égoïsmes nationaux.

Pour débiter par cette donnée par ailleurs fortement répandue sur de nombreuses latitudes, il n'a pas échappé aux observateurs de cette crise que le Nigéria et le Tchad, se retrouvant dans une logique de puissance, se disputent le leadership dans la région, alors que les autres pays engagés dans la lutte contre Boko Haram sont davantage positionnés dans une logique de survie.

D'après Rodrigue Nana Ngassam, la récurrence des actions terroristes, des cycles de violence, des projets d'attentats, des menaces contre les démocraties, des appels au meurtre et toute cette haine diffusée, notamment sur les réseaux sociaux, sont autant de faits qui montrent qu'il serait suicidaire d'opposer les forces de défense et de sécurité à un phénomène complexe qui exige une riposte multiple : sociologique, pédagogique, éducative, philosophique, idéologique, médiatique, économique, diplomatique, financière, etc.<sup>22</sup>.

Or, la différence de perception de la menace par chacun des pays de la sous-région ne favorise pas la mutualisation annoncée des ressources et des moyens indispensables pour faire face.

La diversité de ces différentes visions se ressent dans le fonctionnement et dans le degré d'appréciation, ainsi que dans les orientations opérationnelles de chaque État impliqué dans cette lutte contre Boko Haram. Le Cameroun semble très impliqué dans cette guerre contre l'organisation terroriste, contrairement aux autres pays membres de la CBLT. En revanche, le

---

<sup>22</sup> *LaVigie : La lettre bi-mensuelle géostratégique*, du 17 mai 2016.

Niger et le Bénin ne font pas preuve d'une grande implication sur cette question. Et le fort engagement initial des forces tchadiennes, qui a suscité beaucoup d'intérêt, est vite retombé. Le Nigéria, quant à lui, reste avant tout préoccupé par son désir de leadership régional. Avec des capacités très élevées par rapport au reste des États de la région, le Nigéria considère que son statut de première puissance d'Afrique lui confère la priorité et il ne souhaite évidemment ni jouer les seconds rôles derrière le Tchad et le Cameroun, mais aussi pas être considéré comme un partenaire à égalité des quatre autres.

Il n'est ici nul besoin d'évoquer le problème de la corruption des élites, qui empêche que la totalité des montants (déjà peu élevés en raison de la faiblesse des PIB des nations impliquées) soient affectés à la lutte contre Boko Haram (achat de matériels, de munitions, soldes des militaires, etc.). Il n'est qu'à rappeler les incidents assez fréquents au Nigéria où des hommes de troupe ont refusé de monter au front car non payés depuis des mois et avec pour seul armement un fusil d'assaut et un seul chargeur, alors qu'en face les insurgés disposaient d'armes lourdes et de munitions à profusion.

A la méthode va-t'en guerre des Tchadiens qui frôlent quelque fois l'intrépide par leur courage, s'opposent les procédures opérationnelles des autres armées dictées par la raison ainsi que la prudence. Ces dernières, malgré leur logique stratégique et tactique n'engendrent toujours pas de bons résultats et laissent souvent une longueur d'avance aux insurgés, beaucoup plus habiles et très cinétiques. Ce qui crée mécontentement fort chez les militaires tchadiens qui doutent de la crédibilité et de la sincérité de leurs partenaires étrangers dans la lutte contre les insurgés. Les deux autres problèmes majeurs restent l'absence de partage de renseignements et le manque de coordination des opérations menées au niveau de la coalition.

Enfin, cette différence dans les procédures est aussi liée aux langues utilisées par les deux pays concernés ainsi que par des comportements différents en grande partie issus d'un héritage culturel et colonial différent. La plupart des soldats se méfient les uns des autres et la barrière linguistique reste un obstacle à l'aplanissement des différences qu'aurait pu apporter un dialogue franc dans une langue commune.

Certes EU, FR délivrent des informations, notamment de sources IMINT, SIGINT, ELINT, mais la FMM se devrait de disposer de moyens simples d'alerte tactique, comme de petits drones rustiques et aisés à mettre en oeuvre.

En raison des élongations et du climat particulier, certains matériels de transport et de communication spécifiques s'avèrent nécessaires. Or les matériels de transmission non adaptés, devenant défectueux aussitôt déployés, ne permettent souvent pas de couvrir la totalité de la zone des opérations. Par ailleurs l'indigence des moyens hélicoptés (transport de commandos, évacuation de blessés, appui au sol, renseignement/alerte de jour et nuit, utilisation pour tireur d'élite embarqué) constituent une grande faiblesse au niveau tactique. Sans compter que ce type de matériel est de nature à créer un impact psychologique positif du côté ami (la disponibilité immédiate d'hélicoptères EVASAN au sein de l'armée israélienne, par exemple, encourage fortement le moral de ses soldats). A contrario, l'adversaire pâti moralement lorsqu'il se trouve confronté à ce type de matériels ou s'il s'attend à être surpris à tout moment par des hélicoptères. Ainsi, ce type d'aéronefs devraient être dédiés à la FMM afin d'être plus réactive.

Il est à noter que des pays occidentaux, aux travers de leurs Parlements respectifs, ne sont pas disposés à céder à pas prix ou à offrir ce type d'appareil prélevés sur leurs stocks de réserve lorsque les pays utilisateurs commettent de lourdes violation vis à vis des droits de l'homme et de la guerre (exemple le veto américain de 2014 à la vente d'hélicoptères UH1 Cobra au Nigéria dans le cadre de sa lutte contre Boko Haram).

A la crise sécuritaire dans le Bassin du Lac Tchad s'est ajoutée une crise humanitaire sans précédent. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, a dressé un bilan accablant. Selon lui, 10,7 millions de personnes ont actuellement besoin d'une assistance dans le bassin du lac Tchad, contre neuf millions en juillet 2016: 8,5 millions de personnes dans le nord-est du Nigéria et 1,6 million de personnes dans le nord du Cameroun<sup>23</sup>. Ce qui constitue notamment un nouveau défi important dans la mission de la Force Mixte Multinationale.

Raison supplémentaire pour qu'une réponse globale à l'ensemble de ces défis à relever par la Force se construise autour d'un triptyque sécurité, développement, bonne gouvernance, seuls en mesure de garantir une paix sociale pérenne dans la sous-région.

---

<sup>23</sup>Bulletin 500 du 15.01.2017, sentinelle-droit-international.fr ;

### SECTION III : LES PERSPECTIVES DE LA FORCE MIXTE MULTINATIONALE

Les perspectives de la Force Mixte Multinationale devraient être pensées dans une vision prospective commune afin de résoudre la crise non seulement à court terme mais aussi rechercher des solutions à longterm qui prendront en compte tous les aspects et contours ainsi que des causes endogènes à la crise pour garantir le retour d'une sécurité et d'une paix durables propices au développement socioéconomique qui constitue le fondement, le socle de toute société ou institution démocratique.

En effet, cette coalition de forces armées des pays de la Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT) et le Bénin est censée créer un environnement sécurisé dans les régions affectées par les activités de Boko Haram, réduire la violence contre les civils, restaurer l'autorité de l'État et faciliter le retour des déplacés et des réfugiés. Ce changement de stratégie de la part des États de la région marque une étape décisive dans l'appréhension de la menace terroriste. Or, son application n'est pas effective. C'est pourquoi cette approche devrait aller au-delà d'une simple mission militaire en favorisant et privilégiant les relations armée-nation pour rétablir la confiance entre les militaires et les populations ; participer à la reconstruction des infrastructures, des écoles, suppléer les agents de l'état ayant fui les conflits en attendant leur retour (enseignants, infirmiers, douaniers, agents d'eaux et forêts, ...). Notamment par le renforcement de l'action civilo-militaire (ACM) ou *civil military cooperation* (CIMIC), le temps que des OI/ONG puissent prendre le relais, mais aussi pour palier les insuffisances nationales en terme d'alimentation, de logement, de santé, d'éducation, etc.

Tout ceci avec l'objectif de valoriser l'image des armées nationales (conquérir les cœurs et les esprits) et de contribuer à la lutte contre le fléau humanitaire. Surtout, l'ACM devrait être accompagnée par la création d'un corps CIMIC mixte des 5 nations en s'appuyant sur le Nigéria, lequel pays dispose depuis 2015 avec validation en 2016 (grâce à l'assistance technique de l'Union européenne) d'un concept et d'une doctrine CIMIC des plus élaborés, ainsi que de procédures techniques et tactiques de bon niveau, compatibles avec des engagements au sein de la CEDEAO, de l'Union Africaine ou de l'ONU (laquelle utilise le terme de Civil-military coordination).

Par ailleurs, ce pays héberge déjà (à Jaji) un centre labélisé ONU pour les opérations de maintien de la paix, où est notamment enseignée la coordination civilo-militaire.

Il est également intéressant de noter que le CIMIC nigérian est à destination des OPEX comme des OPINT. Un modèle qui devrait de toute évidence servir de cadre de formation des autres armées en matière CIMIC permettant ainsi une harmonisation des procédures CIMIC.

Enfin, de nombreux cadres de l'armée de terre, de la marine, de l'armée de l'air, de la police et des services de renseignements intérieurs / DSS –car cette fonction opérationnelle a choisi d'intégrer ces 5 composantes- ont été formés dans cette fonction opérationnelle tant à l'étranger qu'à Abuja.

Ce pays qui aspire à un rayonnement régional et qui dispose de cadres notamment formés au sein d'un projet financé par l'Union européenne<sup>24</sup> pourrait prendre la responsabilité de cette fonction opérationnelle au sein de la coalition et même participer à la formation des cadres CIMIC des autres pays riverains du Lac Tchad et du Bénin.

Les fonctions opérationnelles particulièrement utiles tels le J9 et la Cellule Psyops dans le cadre de la contre-insurrection et du contre-terrorisme doivent être confiées à des gens compétents et associées à la manœuvre. Sur le terrain également, les éléments CIMIC (équipes CIMIC, coordinateur des travaux, spécialistes fonctionnels, etc.), moyens du Génie dédiés, service de Santé (pour l'aide médicale et vétérinaire gratuite), équipes d'actions psychologiques (dénommées *Tactical Psyops Team* ou équipe opération militaire d'influence selon certains pays), devront travailler de concert. Il est également capital que ces fonctions opérationnelles disposent d'un budget dédié. En effet, les meilleures idées resteront sans suite sans fonds pour mettre en place les microprojets CIMIC, les projets un peu plus lourds, l'aide aux micro-entreprises, l'achat de petits matériels (T-shirts, casquettes, stylos aux logo de la FMM, distributions diverses) ou de la réalisation de panneaux de type publicitaire pour les actions d'influence.

La FMM doit en amont préparer les forces engagées dans une procédure opérationnelle commune en mettant en exergue les règles d'engagement, les droits de l'homme mais aussi être soutenue par le tandem de coopération interrégionale entre la communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale et la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Cependant, ces deux entités sous-régionales peinent à élaborer une stratégie commune pour s'attaquer aux causes profondes de la crise de Boko Haram.

---

<sup>24</sup> Projet EUTANS (European Union Technical Assistance to Nigeria's Security Challenges).

Enfin, il y a lieu d'insister sur le fait qu'en matière de contre-terrorisme et de contre-insurrection c'est la population qui constitue indubitablement le centre de gravité.

En plus de la solution militaire, il faut s'attaquer aux causes profondes de cette crise qui sont la pauvreté, la misère des populations du bassin du Lac Tchad confrontées aux problèmes du tarissement du lac Tchad qui a perdu 90% de ses eaux alors qu'il constitue la principale source de revenus de ces populations soit par la pêche soit par les cultures irriguées. Il y a de toute urgence lieu de trouver une alternative à ce problème récurrent de tarissement des eaux du Lac Tchad et à la mauvaise répartition des richesses à l'origine du chômage qui pousse les jeunes dans les rangs de BokoHaram. Pour consolider la paix dans le bassin du lac Tchad, il y a lieu de privilégier une politique commune ; d'alphabétisation et de création d'emplois pour résorber le chômage des jeunes ; de construction des infrastructures sanitaires, des voies de communication pour permettre des échanges commerciaux intercommunautaires lors des marchés hebdomadaires mais aussi régionaux et des écoles.

Enfin, au niveau des Etats, devraient être institués (éventuellement de manière coordonnée) des programmes de contre-radicalisation et de radicalisation.

Mais il ne faut pas occulter la dimension religieuse qui a joué un rôle fédérateur et intégrateur dans l'enrôlement ou le recrutement des membres de Boko Haram en encourageant les dialogues interconfessionnels pour pouvoir anticiper sur tout discours fondamentaliste, extrémiste et intégriste afin de briser toute utilisation de la religion à des fins politiques, économiques, personnels et égoïstes au détriment de la société. Les Etats membres du Bassin du Lac Tchad doivent s'appuyer sur des associations telle que Muslim Against Terror au Nigeria. Cette association est à l'origine d'initiatives telles que des réunions ou des rencontres interconfessionnelles afin de nouer le dialogue entre les communautés religieuses. Muslim Against Terror s'engage dans des actions symboliques par exemple en mettant en place des boucliers humains autour des églises du Nord afin de protéger les chrétiens qui se rendent à la messe.<sup>25</sup> En fait, les Etats membres doivent plaider en faveur d'un effort de sensibilisation et de communication avec les leaders religieux et communautaires pour contrecarrer l'appel de l'extrémisme violent.

---

<sup>25</sup> GUIBBAUD Pauline, *Histoire d'un islamisme sahélien*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 65.

Mais face à l'opinion publique africaine qui décrie de plus en plus la Cour pénale internationale, il s'avère important et nécessaire pour les Etats membres du Bassin du Lac Tchad et le Benin de créer des tribunaux spéciaux pour juger les responsables de la secte islamique Boko Haram, ce qui soulagera les douleurs morales des victimes de cette crise et favorisera un dialogue social sur le modèle sud-africain du type « vérité réconciliation » pour permettre le rapprochement des populations et des familles divisées par cette crise où certains se sont trouvés dans le camp du mal contre leur volonté.

Enfin les Etats membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad et la République du Benin doivent procéder à des réformes profondes de leurs systèmes de sécurité, administrative et judiciaire pour rétablir la transparence dans la gestion de chose publique par des tribunaux spéciaux contre la corruption et toute sorte de crimes économiques ou de détournements de fonds publics.

Ils se doivent de défendre une approche globale visant à remédier aux causes profondes de la crise, qui prévoirait notamment le renforcement des capacités des pays de la région et une intensification des efforts de développement.

L'ensemble de ces mesures devrait être soutenu par des actions de Communication stratégique de la part des états membres. Ces actions devront être actives et non pas uniquement destinées à contrer la propagande des insurgés qui sont passés maîtres dans l'art d'utiliser à leur profit les nouvelles technologies de la communication et de l'information (NTIC).

Démarrer puis achever tous ces projets exige bien entendu des fonds conséquents pour les Etats de la sous-région, mais somme toute assez relatifs pour des nations occidentales qui sont persuadées que leur intérêt réside également dans la stabilisation de la région du Bassin du Lac Tchad et de ses environs. C'est donc au niveau politique que chaque nation se doit de s'efforcer d'obtenir des aides financières, des dons ou des crédits avantageux (aides de l'Union européenne, de l'ONU, aides bilatérales, Agence Française de développement, BPI France, One2five, etc.) afin de les lancer et de les mener à bien.

Cette aide financière, comme l'allocation de matériel militaire adapté, sera d'autant plus facile à obtenir que ces nations feront preuve de bonne gouvernance et auront accompli des progrès dans le respect des Droits de l'homme.

## CONCLUSION GENERALE

L'histoire du Bassin du Lac Tchad est en train de s'écrire une nouvelle fois dans le sang, mais au nom de l'extrémisme et du fondamentalisme religieux, même si le Lac Tchad a toujours connu des tumultes et des conflits liés à sa position géostratégique. Des luttes pour le contrôle des axes caravaniers et commerciaux entre le nord et le sud du Sahara aux résistances à la pénétration coloniale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle en passant par les guerres de conquêtes entre les différents royaumes ayant forgé cette histoire, cette région à la jonction des cultures arabo-musulmanes et de l'Afrique subsaharienne, a été toujours prise en tenaille entre les différents protagonistes de l'heure. Et la première victime de toute cette longue histoire est la population riveraine du Lac Tchad.

Tel un virus, le mouvement insurrectionnel mute et fait preuve d'une certaine capacité de résilience sur fond de changement de mode opératoire évoluant vers des actions de guérillas, des embuscades extrêmement bien planifiées et le recours aux attentats terroristes. Boko Haram voudrait conférer à ses actes, l'image d'une entreprise globale capable de frapper à tout moment et en tout lieu. Cela complique encore la réponse à apporter à cette nébuleuse. Les armées de la CBLT semblent rencontrer des difficultés d'adaptation à cette menace protéiforme alors même que l'adversaire est déterminé jusqu'à l'extrême.

L'incertitude stratégique, qui est désormais la règle, n'est pas prête d'être levée. Bien au contraire, Boko Haram s'appuie sur cette ambivalence pour mettre en péril ses adversaires qui restent confrontés à des lacunes dans l'éventail couvert par les fonctions stratégiques de la politique de défense et de sécurité régionale. Bien entendu sous réserve de disposer des équipements et d'une certaine capacité qui la sous tendent, comme le souligne Rodrigue Nana Ngassam.

Cependant, ce mouvement n'est pas invincible et a déjà, grâce à une meilleure coordination et implication des 5 Etats limitrophes ou associés, subi de lourdes pertes tant en combattants qu'en territoire. La création de la FMM est une opportunité pour l'éradiquer par une solution militaire, mais également par le développement économique de la région, nécessaire pour priver Boko Haram d'une partie de son argumentaire et regagner le terrain perdu.

Mais, cette force multinationale pourrait surtout se montrer plus efficace par une unicité de procédures opérationnelles et un pôle CIMIC mixte des 5 pays membres et associés de la CBLT dans la lutte contre le terrorisme. Tout ceci devra être précédé par la mise à disposition

de la FMM des moyens de communications et de transport adaptés, ainsi que de tout l'éventail des moyens nécessaires à la lutte contre le terrorisme et l'insurrection. Elle doit réadapter sa stratégie face à un ennemi devenu mouvant et insaisissable sur un terrain aux coordonnées invisibles et sans limites (« brouillard de la guerre »). Cette stratégie passe par une nouvelle posture non seulement dans l'équipement mais également dans la formation des militaires face aux modes d'action des insurgés qui ne cessent de changer, la guerre étant les « (...) ténèbres dans l'obscurité desquelles on ne marche point d'un pas assuré »<sup>26</sup>.

Le Nigéria qui aspire à un rôle de leadership au niveau régional et qui reste la seule nation à réellement avoir intégré cette fonction opérationnelle aurait pour vocation de prendre la tête du CIMIC au niveau régional.

Cependant, hormis la sécurité, les progrès devront viser à atténuer l'immense souffrance dans les domaines socioéconomiques des populations du bassin du lac Tchad. La priorité devra porter sur la lutte contre la pauvreté, la marginalisation et la corruption, qui constituent les causes profondes de l'adhésion de la population à l'insurrection. Il faut donc relancer les activités économiques génératrices d'emplois pour absorber le chômage des jeunes et ainsi ralentir, si ce n'est éradiquer, l'enrôlement volontaire au sein de l'insurrection.

La mise en œuvre de ces mesures nécessitera du temps et des fonds conséquents. Les résultats espérés ne s'obtiendront pas rapidement, alors que les populations sont impatientes de retrouver leur dignité. La seule manière d'accélérer cette transition serait une aide accrue de la communauté internationale. Cependant cette aide devra être accompagnée et suivie en permanence, afin de s'assurer qu'aucune somme consacrée ne soit détournée de son but.

En définitive, aux efforts et aux solutions recherchées par les pays membres du Bassin du Lac Tchad par la création de la Force Mixte Multinationale pour résoudre cette crise, devront également être associés des pays occidentaux ainsi que le Conseil de sécurité de l'organisation des Nations Unies. Ils se devront de garantir les moyens nécessaires pour mener une approche globale en privilégiant sécurité, développement et bonne gouvernance. Sinon, le constat fait par le représentant de la France M. François Delattre lors de la réunion du Conseil de Sécurité du 12 janvier 2017 risque de rester longtemps sans suite : « La situation dans la région du

---

<sup>26</sup> Selon le maréchal de Saxe.

bassin du lac Tchad est sortie des radars internationaux alors que notre appui n'a jamais été aussi nécessaire »<sup>27</sup>.

---

<sup>27</sup>Bulletin 500 du 15.01.2017, sentinelle-droit-international.fr ;

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### I- OUVRAGES SPECIALISES

KOUNGOU Léon, *Boko Haram : Parti pour durer*, L'HARMATTAN, Paris, 2016, P13-14-81-154

KOUNGOU Léon, *Le Cameroun à l'épreuve des menaces*, L'Harmattan, Paris, 2014, P107

Jacques BAUD et Christine LORIN DE GRANDMAISON, *La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Paris, édition du Rocher, 2003.

GODET Michel, *Crise de la prévision, essor de la prospective : Exemples et méthodes*, PUF.

GUIBBAUD Pauline, *Histoire d'un islamisme sahélien*, L'Harmattan, Paris, 2014, P.65.

### II- ARTICLES PARUS DANS LES OUVRAGES ET REVUES SCIENTIFIQUES

*L'AFRIQUE REELLE* - N° 47 - novembre 2013.

« Nigeria : Boko Haram est « un cancer » estime le Président Goodluck Jonathan », Jeune Afrique, 31 décembre 2014.

<http://www.cbilt.org/fr/population>

Bulletin 500 du 15.01.2017, sentinelle-droit-international.fr

*La Vigie : La Lettre bi-mensuelle géostratégique*, 17 mai 2016.

ONUOHA Freedom, *Boko Haram : Nigeria's extremist Islamic sect*, Al Jazeera center for studies report, 29 février 2012.

DENECE Eric, « Nigeria : accroissement et internationalisation des actions terroristes du Bokoharam », note d'actualité N° 25, septembre 2011.

Bulletin 455 du 06.12.2015, sentinelle-droit-international.fr

PEROUSE de MONTCLOS Marc-Antoine, entretien accordé à l'auteur le 25 mars 2013.

« Nigeria row over militant killing », BBC News, 31 juillet 2009.

Information.tv5monde.com

[www.fao.org](http://www.fao.org), Rome, octobre 2009

Congressional Research Service March 11,2016

## **II- Sources**

DOCUMENTS CONFIDENTIELS des Forces tchadiennes et de la FMM

Interview d'un ex-officier de l'armée française ayant collaboré au corpus doctrinal CIMIC des forces armées et de sécurité du Nigéria.

Discussions avec des officiers des pays impliqués dans la lutte contre Boko Haram